

COPIE

SYNDICAT INTERCOMMUNAL  
DE DÉPOLLUTION DES  
EAUX RÉSIDUAIRES DU NORD



■ BLEESBRUCK ■ L-9359 BETTENDORF

Direction de l'ITM  
aux mains de Monsieur Robert Huberty  
Directeur adjoint  
3, rue des Primeurs  
**L-2361 STRASSEN**

Luxembourg, le 5 janvier 2012

Contact : Monsieur R. Schaack  
Réf. : RS/L1000-011-06/LT12-001

**Concerne : Demande d'avis relatif à la mise en place de rétentions d'eau dans le lotissement Rehsemswies à Schrondweiler**

Monsieur le Directeur adjoint,

Me référant à notre agréable entrevue en vos locaux en date du 16 décembre 2011, au sujet de la mise en place de systèmes séparatifs dans les futurs lotissements et plus particulièrement l'aménagement de rétentions pour eaux superficielles, je me permets de vous soumettre, au nom de notre commune membre de Nommern, la présente requête afin d'émettre un avis circonstancié sur la sécurité des bassins de rétention projetés dans le cadre de la procédure d'autorisation dudit lotissement.

En effet et selon les dispositions actuellement d'application auprès de l'Administration de la Gestion de l'Eau (AGE) du Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région, **chaque** nouveau lotissement soumis à la procédure du PAP **doit** être équipé d'un système d'évacuation des eaux en régime séparatif. S'y ajoute, que le réseau des eaux superficielles est à raccorder, avant d'être connecté au réseau public, à un bassin de rétention, dont la règle générale décrétée par l'AGE prévoit qu'au moins 20 m<sup>3</sup> sont à aménager à ciel ouvert. La profondeur d'eau admise de cette zone ouverte ne peut excéder les 50 cm. Le volume restant peut être délocalisé en souterrain. Les plans de telles rétentions sont annexés à la présente et servent par la suite à déceler les non-conformités, qui à nos yeux, peuvent porter préjudice à la sécurité et la santé des agents détachés pour les travaux d'entretien, mais également pour le public, ceci d'autant plus que ces rétentions sont souvent préconisées pour être combinées à des aires de jeux pour enfants.

Vu la demande incessante de zones à bâtir, et ceci à fréquence croissante en région rurale, il n'est pas étonnant de constater, que même les petites localités seront dotées d'une panoplie de telles réalisations. Ainsi le village d'Eschdorf citée à titre exemplatif, sera prochainement doté de pas moins de 12 (!!!) rétentions, rapprochées en sus de quelques dizaines de mètres seulement.

Comme le laissent présager les plans annexés, les règles les plus élémentaires de sécurité pour les agents chargés de l'entretien ont été foulées de plain-pied. Ainsi, le volume principal de la rétention, implantée au lieu-dit « Dorfanger », n'est accessible que par la trappe BR2 et un caillebotis de séparation. Ce caillebotis ne peut toutefois être déplacé par l'agent avant d'entrer dans le bassin. Une ventilation diagonale de ce volume n'est pas faisable du fait de l'absence d'une deuxième trappe. Aucune possibilité de sauvetage et d'évacuation en cas d'incident n'est prévue. Au niveau de l'entretien s'y ajoute que la grille d'entrée ne présente pas de by-pass adéquat qui permettra, en cas de colmatage, d'alimenter l'ouvrage de rétention enterré. L'orifice de régulation visant une pré-rétention n'est pas accessible en cas de colmatage de son ajutage. Une évacuation des matières sédimentables du bassin est impossible du fait de l'absence d'une pente longitudinale. L'équipement de régulation est monté en immergé et ne peut être manipulé en cas de colmatage. Aucune conduite en by-pass n'est prévue, de sorte que l'ouvrage ne pourra être vidé que par pompage en cas de colmatage.

Les mêmes remarques s'imposent malheureusement pour le deuxième ouvrage de rétention, implanté en plus sur des parcelles privées, dotées d'une servitude technique. Cette rétention est en sus dépourvue de toute possibilité de visite et d'entretien du fait qu'elle ne présente qu'une hauteur libre de 1,0m à l'intérieur. Nous estimons aussi que le terme de « Servitude technique » nécessite davantage d'explications quant à sa valeur juridique et on peut à juste titre se poser la question, comment on y accèdera concrètement en cas de besoin avec du matériel d'intervention lourd ou en cas d'urgence.

Il est d'ailleurs imposé par l'AGE de raccorder des zones potentiellement polluées, telles que entrées de garages, arrière-cours, zones de parking et autres au réseau d'eaux superficielles, et in fine via le bassin de rétention directement au cours d'eau en place. En cas de faux raccordements sur les divers réseaux, rencontrés fréquemment en pratique, des matières fécales ou similaires risquent ainsi de contaminer les aires de jeux resp. provoquent la genèse de gaz de putréfaction ( $H_2S$  et  $CH_4$ ) par décomposition anaérobie dans les bassins de rétention dépourvus de toute possibilité de curage. Enfin, des déversements accidentels ou non de produits chimiques de toutes sortes (détergents, pesticides, solvants, huiles, ... etc) sont malheureusement monnaie courante aux diverses bouches d'égout aux alentours immédiats des maisons d'habitation, et en l'absence de leur raccordement conforme tel que de passé à un réseau de canalisation raccordé à une station d'épuration, les résidus infecteront à l'avenir dangereusement les mares ouvertes en zone urbaine, voire les plaines de jeux.

En fin de compte jugeons-nous en tant Syndicat intercommunal spécialisé en matière de la gestion de l'eau que la nouvelle pratique ainsi préconisée par l'AGE constitue un pas en arrière du point de vue de l'hygiène, de la sécurité, de la santé et en matière de la protection des eaux et de la nature. Dans ce contexte importe-t-il de rappeler également qu'il y va de la sécurité de nos concitoyens et de l'assurance de la protection de nos eaux, deux objectifs qui engagent outrancièrement nos responsabilités techniques, administratives, politiques et pénales. Ne pas agir correctement à cet égard, respectivement tolérer ou se faire complice de certaines pratiques condamnables, constituerait une faute professionnelle grave.

En vous remerciant d'avance et restant à votre disposition pour tous renseignements complémentaires, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Directeur adjoint, l'expression de mes considérations très distinguées.

**L'Ingénieur-Directeur du SIDEN**

**J.P. FELLER**

(J.-P. FELLER)

Annexe: Plan des rétentions projetées à Schrondeweiler  
Copie : AC Nommern – Collège Echevinat

